

## **Réunion des universités pluridisciplinaires (hors santé) de petite taille**

*Universités d'Avignon et des Pays du Vaucluse, de Bretagne-Sud (Lorient-Vannes), de Savoie (Chambéry-Annecy), d'Evry Val d'Essonne, de La Rochelle, du Havre, du Maine, du Littoral Côte d'Opale, de Paris-Est Marne-la-Vallée, de Haute-Alsace (Mulhouse), de Nîmes, de la Nouvelle-Calédonie, de Pau et des Pays de l'Adour, de Perpignan Via Domitia, de la Polynésie Française, du Sud Toulon Var, de Valenciennes et du Hainaut Cambresis.*

Le groupe des universités pluridisciplinaires de petite taille (GUPPT) s'est réuni le 18 février 2009 à la CPU. Les présidents constatent que la dotation budgétaire 2009 introduit une discrimination inacceptable à l'encontre de cette catégorie d'université, situées en proximité dans leur territoire d'implantation. Ils considèrent que ce traitement par la nouvelle méthode de dotation aboutit à la remise en cause de l'existence même de ces établissements et de leurs missions de service public.

En rappelant que nos universités étaient très largement sous dotées en terme de moyens et d'emplois dans la précédente méthode de dotation « San-Remo », elles payent le plus lourd tribut dans cette nouvelle méthode de répartition des moyens de l'état, SYMPA : la plus faible augmentation de DGF (+3,62% contre +6,5% en moyenne nationale) et la plus forte perte d'emplois (-0,4% contre -0,2% en moyenne nationale).

Nos universités tiennent à rappeler que la promesse faite par le premier ministre et signée par la CPU, d'augmenter de plus d'un milliard d'euros par an l'ensemble des universités n'est pas tenue. L'allocation des moyens n'augmente en fait que de 100 M€ et même en y ajoutant le plan licence, le fonctionnement des universités ne bénéficie pas plus de 20% du milliard annoncé.

A ce rythme nous n'atteindrons jamais le niveau moyen de l'OCDE dévolu à la formation des étudiants qui est d'un peu plus de 7000 € en France, contre 10000 € en moyenne dans l'OCDE (et plus de 14000 € pour un étudiant de classe préparatoire !).

Nous tenons à alerter la communauté universitaire, nos étudiants et tous nos partenaires du monde économique et des collectivités territoriales que la nouvelle méthode de financement des universités est une méthode de répartition des moyens de l'état qui met en concurrence les universités en fragilisant les plus petites d'entre elles, au risque de remettre en cause la continuité territoriale du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche sur l'ensemble territoire français. Cette méthode de dotation ignore le coût réel des missions de formation et de recherche, elle ignore de même le rôle majeur des petites universités pluridisciplinaires en terme de développement économique et social en proximité de leur territoire d'implantation.

Nous affirmons notre attachement à un service public accessible à tous, en tout lieu et quelle que soit l'origine sociale des étudiants. Nous affirmons le rôle social, culturel et économique des universités quels que soient leur taille et quel que soit l'éventail de leurs activités de recherche et de formation. Nous demandons la consolidation des moyens de toutes les

universités et une logique d'affectation du milliard d'euros promis par le premier ministre qui prend compte leurs spécificités afin que nos universités se développent de façon harmonieuse sur le territoire français. Nous demandons à ce titre un renforcement de la dotation des universités pluridisciplinaires (hors santé) et de petites taille afin qu'elles soient mesure elles aussi de rattraper le niveau moyen de l'OCDE dévolu à la formation des étudiants. Nous demandons à ce que les universités reconnues par toutes les approches de financement comme déficitaires en personnels - notamment les universités pluridisciplinaires (hors santé) de petite taille - puissent rapidement rattraper leur retard par des créations d'emplois de titulaires de la fonction publique.